



COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse

Du 14 au 20 janvier 2020

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. COI et ses projets

1.1	Coopération régionale.....	3
	-Marcel Escure, ambassadeur délégué à la coopération régionale dans la zone de l’océan indien, en visite à Maurice	
	-Sri Lanka seeks Seychelles' support for application to Indian Ocean Commission, outgoing High Commissioner says	
1.2	Energies renouvelables.....	6
	-Madagascar: Programme Energies - Un kiosque solaire multifonctionnel à Sainte-Marie	
1.3	Changement climatique.....	8
	-Météo – Coopération régionale – Changement climatique : projet de Rs 2,7 Mds de la COI	
1.4	Développement durable.....	10
	- Programme "éco-école" : engagement du lycée La Bourdonnais	

II. Centres d'intérêts

1.1	Tourisme	12
	- Une visibilité accrue en ligne a entraîné une croissance du tourisme aux Seychelles, selon la STB	
1.2	Pêche.....	15
	-La pêche au poulpe règlementée	
1.3	Sécurité alimentaire.....	17
	-'Food security is still a challenge for Seychelles' – FAO rep	

16 janvier 2020

<https://www.mbcradio.tv/article/marcel-escure-ambassadeur-d%C3%A9l%C3%A9gu%C3%A9-%C3%A0->

Marcel Escure, ambassadeur délégué à la coopération régionale dans la zone de l’océan indien, en visite à Maurice



Marcel Escure, ambassadeur délégué à la coopération régionale dans la zone de l’océan indien, a effectué sa première mission officielle à Maurice du 13 au 15 janvier 2020. Au cours de cette visite, l’ambassadeur s’est entretenu avec Hamada Madi Boléro, secrétaire général de la Commission de l’océan indien. L’ambassadeur a participé à l’atelier de suivi de la Déclaration de Moroni organisé par la **COI** les 14 et 15 janvier. Cet atelier, qui contribue au renforcement des capacités institutionnelles de la **COI**, bénéficie du soutien du programme INCA (Institutional Capacity Building), financé par l’Union européenne. L’ambassadeur s’est aussi entretenu avec Gatot Hari Gunawan et Gareth Rees, directeurs de l’IORA (Indian Ocean Rim Association), ainsi que Usha Dwarka-Canabady, secrétaire au ministère des affaires étrangères de Maurice.

14 janvier 2020

<http://www.seychellesnewsagency.com/articles/12252/Sri+Lanka+seeks+Seychell>

Sri Lanka seeks Seychelles' support for application to Indian Ocean Commission, outgoing High Commissioner says

By: Betymie Bonnelame



Last week he paid a farewell visit to Vice President Vincent Meriton, who is in charge of the Foreign Affairs portfolio. (Seychelles Nation)

(Seychelles News Agency) - Sri Lanka has sought the support of Seychelles in its application to become an observer member of the **Indian Ocean Commission**, the outgoing High Commissioner said on Monday.

The **Sri Lankan High Commissioner, Tikiri Herath Gunathilake**, told SNA that he has made a request to the government of Seychelles and awaits confirmation.

The Ministry of Foreign Affairs confirmed it has received the request which is being processed. Seychelles currently holds the presidency of the Indian Ocean Commission.

The **Indian Ocean Commission** is an intergovernmental organisation set up in 1982 and comprises of Seychelles, Madagascar, Comoros, Mauritius, and Reunion, a French Overseas Department.

The outgoing High Commissioner said although he is leaving he is happy and proud to have spent four and half year in Seychelles, an archipelago in the western Indian Ocean.

"One important thing for me since I have been here is that I have a wonderful hobby and that is taking photographs. I have now 250 more photographs because every day I took pictures. I am leaving for Sri Lanka and my first idea is to exhibit these photographs of Seychelles."

Gunathilake said during his tenure he made several major accomplishments in the areas of healthcare, medical tourism, maritime security, the Blue Economy, and especially education.

"One of my remarkable and valuable achievements is getting a plot of land of 3,000 square metres land capacity from the Seychelles government to set up the Sri Lanka High Commission building complex. This is opposite the Supreme Court," he said.

The highlights of Gunathilake's tenure was the [three-day visit of Sri Lankan President Maithripala Sirisena](#) in October 2018 which came after the [state visit of President Danny Faure](#) to Sri Lanka in 2017.

Last year Sri Lanka gifted Seychelles two NOS wave rider inshore patrol units to assist the Seychelles Coast Guard with maritime security matters.

Some of the initiatives taken are ongoing and this includes establishing a Sri Lanka-Seychelles joint commission. This week representatives of Future Holdings will be coming to Seychelles. Future Holdings is a tourism investment consultant and business matchmaking company who offers a comprehensive one-stop solution for tourism Investments in Sri Lanka.

Gunathilake told SNA that said he is happy to have achieved everything he had planned during his tenure.

Last week he paid a farewell visit to Vice President Vincent Meriton, who is in charge of the Foreign Affairs portfolio.

Meriton expressed his deepest appreciation and gratitude for the persistent support and assistance readily provided by Sri Lanka.

"We wish you great success in your next journey and we hope to welcome you back to our shores in the near future," said Meriton.

High Commissioner Gunathilake was accredited on October 6, 2015.

Pour en savoir plus :

- <http://www.seychellesnewsagency.com/articles/12252/Sri+Lanka+seeks+Sechelles%27+support+for+application+to+Indian+Ocean+Commission%2C+outgoing+High+Commissioner+says>
- http://www.island.lk/index.php?page_cat=article-details&page=article-details&code_title=217098
- http://www.r1.mu/actu/societe/le-sri-lanka-veut-devenir-membre-observateur-de-la-commission-de-locean-indien-p688778?fbclid=IwAR3Y47Qcl7Aeso0zidw5MFwKbR-CKy_S8F3GdI93cWvCTg4towwpU77SabU

13 janvier 2020

<https://fr.allafrica.com/stories/202001130466.html>

Madagascar: Programme Energies - Un kiosque solaire multifonctionnel à Sainte-Marie

Par Navalona R.

C'est le kiosque solaire multifonctionnel installé à Sainte-Marie.

Un investissement de l'ordre de 45 700 euros a été alloué par le programme Énergies pour réaliser cette plateforme solaire.

Un kiosque solaire multifonctionnel et autonome vient d'être construit dans la ville de Sainte-Marie. Cette plateforme a été instaurée par le biais de la réalisation du programme énergies, financé par l'Union européenne et mis en œuvre par la **Commission de l'océan Indien (COI)** en collaboration avec l'Agence de Développement de l'Électrification Rurale (ADER). L'objectif consiste à assurer le développement de l'économie locale et à améliorer les conditions de vie de la population de Sainte-Marie, et ce, grâce à un accès facile à une source d'énergie propre.

Conservation des produits de pêche. Notons que le programme Energie a alloué un investissement total estimé à 45 700 euros pour réaliser ce kiosque solaire multifonctionnel et autonome sur l'île aux Nattes. Il s'agit notamment d'une plateforme étalée sur une superficie de 33m² sur laquelle des panneaux photovoltaïques sont installés afin de produire de l'électricité. Cette source d'énergie solaire permet ainsi d'alimenter différents appareils comme les réfrigérateurs, les machines à glace et les postes téléviseurs ou les radios ou encore de recharger des batteries de téléphones portables et celles des lampes solaires destinées à l'éclairage des quartiers locaux. A part cela, un forage de puits a été réalisé à côté de ce kiosque. Une machine y produit ensuite des glaçons par le biais d'un système d'infiltration d'eau. Ce qui permettra d'assurer la conservation des produits de pêche. Ainsi, les pêcheurs peuvent transporter leurs captures dans des glaciers afin de maintenir le respect de la chaîne de froid jusqu'aux clients finaux.

Transition énergétique. Il faut savoir que le programme Energies met en œuvre un tel projet concret dans le dessein d'accompagner la transition énergétique des Etats membres de la Commission de l'océan Indien. En effet, les îles de l'Indianocéanie sont

particulièrement dépendantes des importations de ressources fossiles pour la production d'énergie. Pourtant, le coût de cette énergie est le double de celui de l'énergie propre. Pour une efficacité énergétique, ce projet de construction d'un kiosque solaire multifonctionnel et autonome a été mis en place. Celui-ci est d'ailleurs conçu sur la base de l'identification des besoins des communautés locales. Par ailleurs, des charbonniers ont bénéficié d'une formation sur la technique de carbonisation améliorée toujours par le biais de la mise en œuvre du programme Énergies et en partenariat avec AIDES (Appui aux Investissements Durables). En fait, la production de charbon constitue une source de revenus importante pour les paysans. Avec cette nouvelle technique de carbonisation, ceux-ci peuvent obtenir un rendement amélioré avec un taux de carbonisation de 33,9%, a-t-on conclu.

Météo – Coopération régionale – Changement climatique : projet de Rs 2,7 Mds de la **COI**



L'érosion affectant les plus plages de l'île

Le concours financier de l'Agence française de Développement (AFD) sollicité à hauteur de Rs 2 milliards pour le projet Hydromet au bénéfice de 14,6 millions d'habitants des îles de l'océan Indien Un Consultative Meeting de haut niveau convoqué jeudi aux Affaires étrangères pour valider la stratégie sur le plan national Les effets du changement climatique...

COI : Projet de Rs le changement

- Le concours financier de l'Agence française de Développement (AFD) sollicité à hauteur de Rs 2 milliards pour le projet Hydromet au bénéfice de 14,6 millions d'habitants des îles de l'océan Indien
- Un Consultative Meeting de haut niveau convoqué jeudi aux Affaires étrangères pour valider la stratégie sur le plan national

Les effets du changement climatique demeurent un défi majeur pour les îles de l'océan Indien. Dans cette perspective, la Commission de l'océan Indien (COI) assure la coordination du projet Hydromet avec, pour objectif principal, de "Building Regional Resilience through Strengthened Meteorological, Hydrological and Climate Services" réunissant les principales îles de la région du sud-ouest de l'océan Indien, à savoir Maurice, Madagascar, les Comores et l'archipel des Seychelles. À ce stade, la mise à exécution de cet ambitieux programme nécessitera des injections de fonds de l'ordre de Rs 2,7 milliards, l'AFD étant appelée à proposer une enveloppe de "Grant" de l'ordre de Rs 2 milliards dans le cadre d'un "Green Climate Fund Funding Proposal", la contribution des autres pays membres de la COI complétant cet investissement initial, capable d'atteindre les Rs 9 milliards à moyen terme compte tenu de l'enjeu du changement climatique.

Après une première série de concertations sur le plan régional, menées sous l'égide de la COI pour définir les principales composantes de l'Hydromet Project à la fin de l'année dernière, notamment les 26 et 27 novembre, la balle est maintenant dans le camp des États membres de la COI en vue de définir la stratégie sur le plan national. À cet effet, le ministère des Affaires étrangères, le Focal Point National pour les interventions de la COI, a convoqué jeudi un Consultative Meeting des "stakeholders" au niveau des différents ministères pour valider les différentes étapes de la réalisation de ce projet.

Les principaux intervenants à la réunion de jeudi et dans l'avancement sont les responsables de la Climate Change Division, du National Risk Reduction and Management Centre, des services météorologiques, du National Parks and Conservation Service, du Forestry Service, de la National Development Authority, notamment la Land Drainage Authority, la Water Resources Unit et le ministère des Infrastructures publiques. Du côté de la COI, on

souligne : « Ce projet vise à accroître la résilience régionale par le renforcement des services météorologiques, hydrologiques et climatologiques dans les pays membres de la COI. Il s'agit d'un projet régional d'adaptation au changement climatique proposé au financement de Fonds vert pour le climat, de l'AFD et du programme Intra-ACP de l'Union européenne. »

Techniquement, le projet Hydromet sera au bénéfice direct de 14,6 millions d'habitants, de même qu'indirectement de 29,1 millions de personnes, représentant la population des quatre États membres de la COI. La gestion du projet sera assurée par la COI en étroite collaboration avec l'AFD. Le document du projet élaboré note : « The Indian Ocean Commission will receive support from national project coordinators based in the meteorological services of Comoros, Madagascar, Mauritius and Seychelles. The governments of these four countries as well as users and end-users, such as sectoral ministries, private sector and local communities have been consulted during

2,7 Mds contre climatique



the process of preparing this proposal. »

Le projet Hydromet comprend trois composantes, soit l'aspect de "capacity building, institutional development and regional cooperation", la collecte et l'analyse de "high-quality climate-related data, improved climate risk assessments and climate change projections" et, finalement, un "enhanced use of climate services for climate change adaptation and disaster risk reduction". Le rapport établi pour soutenir cette demande de financement du Green Climate Fund soutient : « Through these three components, the proposed project will enhance climate change adaptation in Comoros, Madagascar, Mauritius and Seychelles. The proposed project will not only improve the livelihoods of vulnerable communities who are increasingly exposed to climate hazards under climate change conditions, but also enable sustained economic growth in key sectors: agriculture, fisheries and tourism. »

Au chapitre des avantages, mention est faite que « the project will contribute to improve understanding of climate change impacts and enhance adaptation process reducing the vulnerability of a significant proportion of communities in the South West Indian Ocean region ». On y note ainsi une « improved availability and access to timely early warnings with expanded outreach, there is less exposure to risks and avoided damages and losses for vulnerable communities and sectors ».

Passant en revue les effets du changement climatique dans les quatre États

membres de la COI engagés dans le projet Hydromet, les spécialistes notent que dans le cas de Maurice, « the adverse impacts of climate change are already being experienced in terms of temperature rise, decrease in rainfall amount, sea level rise, accentuated beach erosion and increase in frequency and intensity of extreme weather events such as flash floods ». De 1951 à 2014, les statistiques officielles révèlent un réchauffement de 1,2°C à Maurice et à Rodrigues, une montée du niveau de la mer de 5,6 mm par an et une baisse de la pluviométrie de 8%.

« Finally, a study conducted by the Mauritius Meteorological Services for the periods 1975/76 to 2014/15 shows that, although mean named of tropical storms/cyclones in the South West Indian Ocean has not changed, the frequency of storms reaching at least tropical cyclone strength has increased », fait ressortir la dernière analyse, ajoutant que « climate change impacts on coastal developments are a significant threat for the tourism industry, which accounts for 8% of GDP and 10% of total employment and is one of the main drivers of the economy ». L'agriculture subit également de plein fouet les conséquences du changement climatique car les activités agricoles sont « sensitive to shifts in temperatures, rainfall patterns, and extreme events, like cyclones ». Et de poursuivre : « The resulting decrease in food-crop production could have serious impacts on nutrition and health. »

Programme "éco-école" : engagement du lycée La Bourdonnais

L'école primaire du lycée La Bourdonnais, établissement d'enseignement français conventionné avec l'AEFE qui scolarise les élèves de la maternelle au baccalauréat, s'est engagée dans le projet « éco-écoles ».



Créé en 1992 par la Fondation pour l'éducation à l'environnement (FEE), ce programme a été reconnu comme initiative modèle pour l'éducation au développement durable par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) en 2003. C'est aujourd'hui le plus important réseau d'écoles durables dans le monde, implanté dans 68 pays et impliquant quelque 59 000 établissements et leurs 19 millions d'étudiants.

Avec le soutien de l'Union européenne, la **Commission de l'océan Indien (COI)** s'est jointe à la FEE en 2015 afin d'introduire les éco-écoles en Indianocéanie sous forme d'un programme d'envergure régionale, couvrant Madagascar, les Comores, les Seychelles, Zanzibar et Maurice. Depuis, 130 établissements mauriciens et rodriguais s'y sont engagés.

Grâce à ce programme, les établissements scolaires de l'océan Indien peuvent intégrer le développement durable dans leurs programmes éducatifs, adapter leurs infrastructures et partager leurs acquis avec la communauté locale. Le vaste réseau des éco-écoles permet aussi aux établissements d'envisager des actions conjointes, de mettre en commun

leurs expériences et de former des partenariats à l'échelle nationale, régionale ou internationale.

C'est à cette fin que le lycée La Bourdonnais s'est engagé à suivre les sept étapes menant à la labellisation « éco-école » :

1. Créer un comité éco-école qui ne regroupe pas uniquement les élèves et les enseignants, mais aussi des acteurs de la communauté tels les parents, les organisations environnementales ou encore les commerces.
2. Analyser les points forts de l'établissement en matière de développement durable et identifier les points à améliorer.
3. Sur cette base, définir un plan d'action SMART : spécifique, mesurable, atteignable et réalisable dans un temps donné.
4. Dresser un bilan des objectifs atteints.
5. Lier les mesures adoptées dans le cadre de la labellisation « éco-école » à l'enseignement des élèves, que ce soit directement dans leurs classes de sciences ou d'éducation civique et environnementale, ou indirectement dans d'autres matières par un enseignement novateur.
6. Créer une visibilité quant aux actions entreprises par l'établissement et impliquer les acteurs de la communauté dans ce projet.
7. Etablir un « éco-code », un code de conduite écologique au sein de l'établissement qui déclare son engagement et liste ses objectifs. Devant être mémorable et familier pour tous, il peut prendre la forme d'une chanson, d'un poème, d'un dessin...

L'action de l'établissement se focalise sur trois thèmes principaux : le changement climatique, l'eau et les déchets. Après deux ans de mise en œuvre du programme, le lycée La Bourdonnais pourra être évalué pour se voir attribuer le drapeau vert, la plus haute distinction d'excellence environnementale décernée par la FEE.



Lycée
La Bourdonnais
Mauritius



aefe

Agence pour
l'enseignement français
à l'étranger

13 janvier 2020

<http://www.seychellesnewsagency.com/articles/12251/Une+visibilit+accrue+en+li>

Une visibilité accrue en ligne a entraîné une croissance du tourisme aux Seychelles, selon la STB

By: Sharon Ernesta et Traduit par Rudie Bastienne



Malgré la croissance, les responsables du tourisme disent qu'il y a encore un manque de chambres dans les hôtels pendant certains mois de l'année. (Fregate Island Private)

([Seychelles News Agency](#)) - Une visibilité accrue en ligne et une adhésion à des événements sportifs internationaux ont entraîné une augmentation de 6% des arrivées de touristes aux Seychelles en 2019, dépassant l'objectif fixé par l'Office du tourisme des Seychelles, a déclaré un responsable du tourisme.

Les chiffres publiés par le Bureau national des statistiques des Seychelles montrent que les arrivées de visiteurs pour 2019 sont passées à 384'204, contre 351'235 en 2018.

Selon la Seychelles Tourism Board (STB), la croissance est le résultat de sa stratégie marketing de visibilité accrue en ligne.

Sherin Francis, directrice générale du conseil d'administration, a déclaré que sa stratégie marketing et sa collaboration avec des partenaires portent leurs fruits.

«Notre mandat est de commercialiser les Seychelles, ce que nous faisons activement avec le soutien de nos partenaires. Outre nos méthodes

traditionnelles, nous sommes maintenant activement présents en ligne », a déclaré Mme. Francis.

Elle a ajouté: "Tout au long de notre participation à des événements internationaux à travers le monde, nos équipes se concentrent toujours sur la promotion des Seychelles auprès de vacanciers potentiels pendant des mois qui sont considérés comme la basse saison pour la destination."

Photo : «Au cours des deux dernières années, l'une de nos stratégies a été d'accroître notre visibilité grâce à des collaborations avec des événements sportifs prestigieux organisés sur nos côtes et cela a ouvert nos belles îles à un autre public.»

Mme. Francis a expliqué que l'augmentation avait dépassé l'objectif fixé par la STB, qui était de 4%. «Au cours des deux dernières années, l'une de nos stratégies a été d'accroître notre visibilité grâce à des collaborations avec des événements sportifs prestigieux organisés sur nos côtes, ce qui a ouvert nos belles îles à un autre public.»

L'Allemagne a continué de dominer le marché du tourisme pour les Seychelles - 115 îles de l'océan Indien occidental - avec environ 70 000 visiteurs. Viennent ensuite la France, suivie du Royaume-Uni et de l'Irlande du Nord, de l'Italie, des Émirats arabes unis et de la Suisse.

Mercredi, Daniella Marie de Copolia a déclaré à la SNA que c'était une bonne nouvelle que davantage de touristes visitaient les îles.

«Cependant, il est important que lorsqu'ils viennent, ils dépensent non seulement pour l'hébergement, mais aussi pour d'autres services tels que les restaurants, les taxis, les sports nautiques et les excursions. Cela permettra à davantage de Seychellois d'en bénéficier », a expliqué Mme. Marie.

Selon Mme. Marie, il en faut aussi davantage du secteur des entreprises avec le soutien du gouvernement.

«Prenez par exemple le week-end dernier, nous avons eu la longue pause du Nouvel An, mais nous avons toujours les bateaux de croisière dans le port. Mais malheureusement, tous étaient fermés en ville et il n'y avait rien à voir ou à faire pour les visiteurs. Et cela doit changer », a déclaré l'ancienne directrice du marketing.

Mais malgré la croissance, les responsables du tourisme disent qu'il y a encore un manque de chambres dans les hôtels pendant certains mois de l'année. Cela pose un problème depuis 2017, où pendant plusieurs mois - mars, avril, octobre, novembre et décembre - certains établissements ont été fermés à la vente car ils étaient entièrement réservés.

En recherchant le problème, la SNA a découvert que bien qu'il existe un moratoire sur la construction de grands hôtels, de petits établissements touristiques continuent de s'ouvrir sur les trois îles principales.



Photo : Mais malgré la croissance, les responsables du tourisme disent qu'il y a encore un manque de chambres dans les hôtels pendant certains mois de l'année. Cela pose un problème depuis 2017, où pendant plusieurs mois - mars, avril, octobre, novembre et décembre - certains établissements ont été fermés à la vente car ils étaient entièrement réservés. (**Seychelles** News Agency) Photo License: [CC-BY](#)

Les informations fournies par la Seychelles Licensing Authority montrent que 73 nouveaux établissements - maisons d'hôtes et appartements indépendants - ont reçu des licences l'année dernière.

Au total, il existe 731 établissements de ce type - 463 sur l'île principale de Mahé, 167 sur Praslin et 96 sur la troisième île la plus peuplée de La Digue.

S'adressant à la SNA, Lydia Bastienne de Mamila Charters and Watersports, qui a également de l'expérience avec les maisons d'hôtes, a déclaré qu'il est vrai que ces petits établissements ont beaucoup de réservations tout au long de l'année.

«Mais ce qui peut également être observé, c'est que les visiteurs ne dépensent guère ici en dehors de leur hébergement et d'autres éléments de base. Oui, ils disent que c'est cher ici et c'est vrai, mais il y a certaines activités comme les excursions de pêche qu'ils aimaient mais qui ne se portent pas très bien actuellement », a déclaré Mme. Bastienne.

Mme. Bastienne a ajouté que le ministère du Tourisme devrait travailler plus étroitement avec les acteurs locaux du tourisme et également envisager d'autres initiatives qui pourraient attirer plus de visiteurs, car pour l'instant, l'accent est mis sur le soleil, la mer et la plage.

17 janvier 2020

<https://lexpress.mg/17/01/2020/diana-la-peche-au-poulpe-reglementee/>

Diana – La pêche au poulpe réglementée

© 17 janvier 2020 Raheriniaina 696 Vues 3 minute(s) pour lire



La réglementation de la pêche du poulpe évite sa surpêche.

La préservation des aires marines protégées est essentielle. L'amélioration des revenus des pêcheurs doit en tenir compte.

Exploitation durable. C'est dans ce sens que la Plateforme des gestionnaires des aires protégées (PFGAP) dans la région Diana a lancé un projet d'amélioration de la pêche du poulpe. L'idée consiste à améliorer les revenus des communautés côtières qui dépendent essentiellement de la pêche maritime pour leur subsistance. Le parc marin de Nosy Hara et la réserve marine d'Ambodivahibe, dans le district d'Antsiranana II, sont concernés par ce projet.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action de la PFGAP pour promouvoir le mode de gestion des capacités de pêche. Pour ce faire, un atelier de concertation régionale a été organisé à l'Hôtel de la Poste Antsiranana afin de consulter les avis des acteurs et intervenants, locaux et régionaux, sur la gestion de la filière poulpe et la réglementation commune à mettre en place. La date d'ouverture de la pêche au poulpe a été au centre du débat.

En fait, pour bien mener cette concertation, une descente sur les lieux a été déjà effectuée, réunissant pêcheurs et responsables locaux. Elle est considérée comme un atelier préliminaire à cette rencontre régionale.

Le regroupement a réuni une centaine d'acteurs décideurs pour la capitalisation des acquis locaux et pour la prise de décision commune par rapport à la vision à long terme de la gestion de la pêche au poulpe.

À long terme

Les acteurs concernés sont les représentants des associations des pêcheurs locaux, les représentants des gestionnaires des deux sites d'aires marines protégées, les représentants des autorités locales et régionales, le représentant du service de pêche et aquaculture, du Centre de surveillance de la pêche, de l'Agence portuaire maritime et fluvial, ainsi que les représentants des collecteurs locaux.

L'assemblée a été unanime pour le 31 décembre dernier comme date de fermeture de la pêche au poulpe. En outre, elle a décidé de particulariser les dates d'ouverture. Elle sera donc le 7 avril pour Ambodivahibe (côte est), tandis que la pêche du poulpe est strictement interdite jusqu'au 6 mai dans le parc marin de Nosy Hara (côte ouest).

« Cette réglementation vise à promouvoir une pêche durable et responsable, afin de préserver la biodiversité marine et la surpêche croissante du poulpe en tant qu'activité traditionnelle et génératrice. Elle vise aussi à éviter la gabegie et les irrégularités dans la filière au sein de chaque communauté», a indiqué Hervé Bakarizafy , directeur du parc Nosy Hara.

18 janvier 2020

<http://www.nation.sc/articles/3156/food-security-is-still-a-challenge-for->

'Food security is still a challenge for Seychelles' – FAO rep



President Faure welcomes Dr Takoukam to State House (Photo: Thomas Meriton)

President Danny Faure yesterday met the representative of the Food and Agriculture Organisation of the United Nations (FAO) for Mauritius, Madagascar, Comoros and the Seychelles, Dr Patrice Talla Takoukam at state house on his final visit as FAO representative.

After six years Dr Takoukam will be assuming the post of head for the FAO Sub regional office of Southern Africa based in Zimbabwe.

Speaking to the press after his visit Dr Takoukam noted that he and the president discussed the assistance Seychelles has been able to benefit from FAO in different sub-sectors from agriculture and the government over the years.

"We also discussed the priorities of different sectors given that the Seychelles is a small island developing country who still faces a number of challenges as far as agriculture is concerned such as farm land.

"It is important to be able to assist local farmers so that they can produce more and have access to the local market, it is also important to encourage young farmers and give them the necessities they need to continue in the field," said Dr Takoukam.

He added that the country has to work on its food security starting with the local production as the level of importation of food versus the level of local products has different impacts on the quality of what the populations need.

“The country invests a lot of money to import food and if they invested half of that funding on the local agricultural sector it will reduce the level of importation and boost the quality of food,” the doctor remarked.

He noted that they are currently on the basis of the new Country Programming Framework for 2018-2021.

With regard to food security Dr Takoukam added that we are not totally safe because the food that is produced locally is not enough to feed the entire population including the five thousand tourists that travel to Seychelles each day.

He added that the country needs to put emphasis on local products in order to become more self-sufficient.

Christophe Zialor